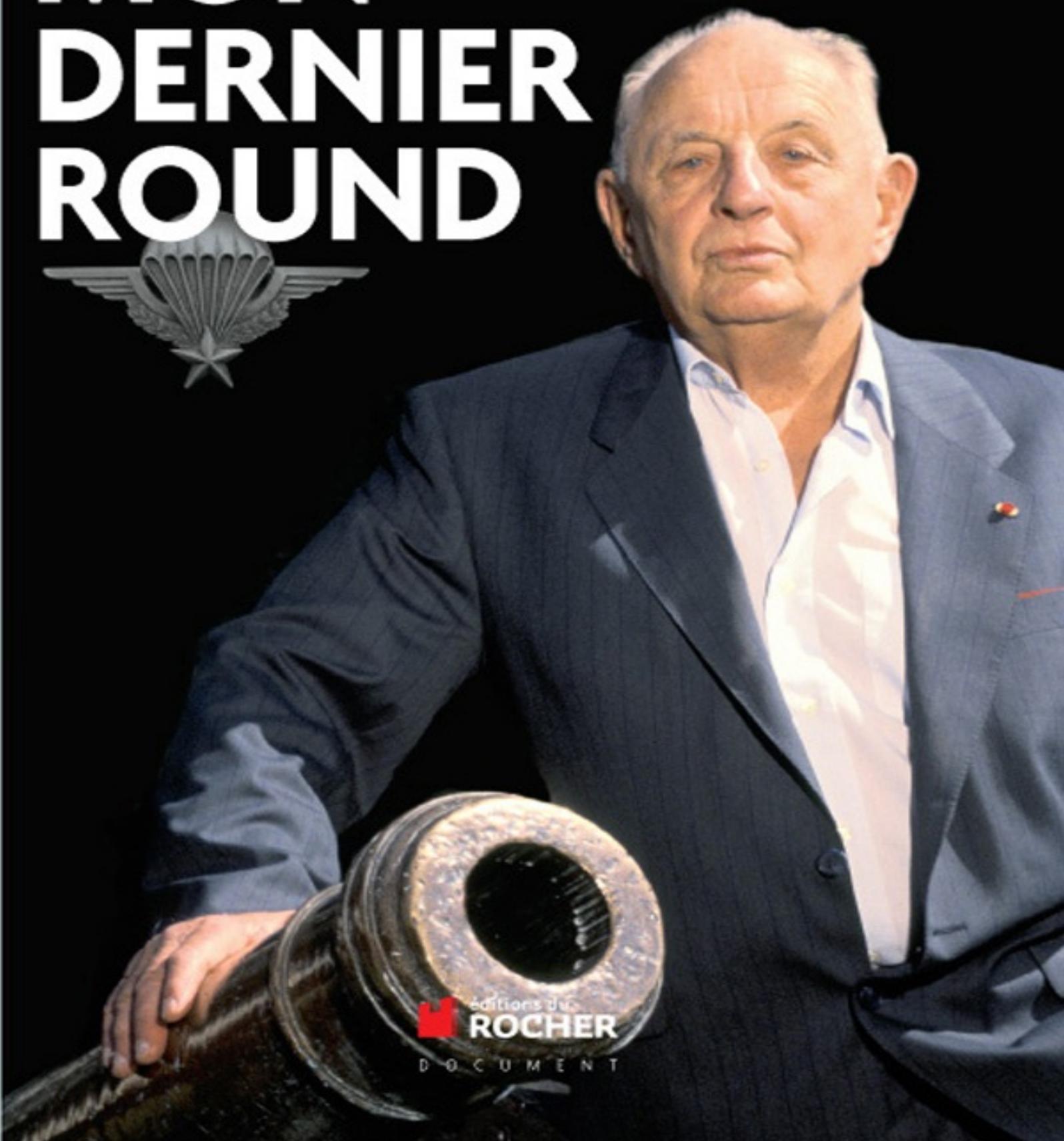


BIGEARD

MON DERNIER ROUND



éditions du
ROCHER
DOCUMENT

BIGEARD

MON DERNIER ROUND



éditions du
ROCHER
DOCUMENT

MON DERNIER ROUND

DU MÊME AUTEUR

Aucune bête au monde, La Pensée moderne, 1956.
Piste sans fin, La Pensée moderne, 1956.
Contre-Guérilla, 1957. *Pour une parcelle de gloire*, Plon, 1975.
De la brousse à la jungle, Hachette-Carrère, 1994.
Ma guerre d'Indochine /Album, Hachette-Carrère, 1994.
Ma guerre d'Algérie /Album, Hachette-Carrère, 1995.
France, réveille-toi, Éditions N° 1, 1997.
Pour une parcelle de gloire, réédition, Éditions N° 1, 1997.
Lettres d'Indochine. Tome 1, Éditions N° 1, 1998.
Lettres d'Indochine. Tome 2, Éditions N° 1, 1999.
Le siècle des héros, Éditions N° 1, 2000.
J'ai mal à la France, Éditions du Polygone, 2001.
Crier ma vérité, Éditions du Rocher, 2002.
Ma guerre d'Algérie, réédition, Éditions du Rocher, 2003.
Ma guerre d'Indochine, réédition, Éditions du Rocher, 2004.
Paroles d'Indochine, Éditions du Rocher, 2004.
Adieu, ma France, Éditions du Rocher, 2006.

GÉNÉRAL BIGEARD

MON DERNIER ROUND



Tous droits de traduction, d'adaptation
et de reproduction réservés pour tous pays.

© Éditions du Rocher, 2009.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

des services du portefeuille et des coupons permettent de ne plus retarder davantage sa titularisation et de le faire bénéficier d'un relèvement d'appointements à l'occasion de son anniversaire. »

Signé : « Vos dévoués. Le chef du bureau. »

À la lecture de ce document, je reste stupéfait. Je n'avais absolument pas conscience de mériter de tels compliments. Bien sûr j'étais rigoureux et je me comportais sérieusement dans mon travail, mais je n'ai pas le souvenir d'avoir fait des efforts particuliers en vue d'une augmentation, ou à la recherche d'une quelconque reconnaissance. Non, ce que je faisais, je le faisais normalement, sans excès de zèle. C'était dans ma nature.

La réponse du directeur de l'agence de Nancy ne s'est pas fait attendre. Le lendemain même, le 8 février 1933, il répondait au responsable de Toul, en reprenant d'ailleurs une partie de ses propos, de sorte que sa note reste dans les archives et justifie les raisons de ce qu'il annonçait :

« M. Bigeard Marcel est un sujet appliqué et ardent au travail, il se montre dévoué et n'épargne ni son temps ni ses peines.

Quoique jeune encore puisqu'il n'aura dix-sept ans que le 14 courant, il comprend bien ce qu'il fait et s'attache à ne faire que du travail ordonné, propre et soigné.

Il suit assidûment depuis leur ouverture les cours de perfectionnement et donne l'impression d'assimiler les principes qui lui sont inculqués.

Son caractère est souple et sa tenue excellente.

En raison de la qualité des services de cet agent, nous vous proposons l'élévation de ses appointements à l'occasion de l'anniversaire de sa naissance et serions d'avis de fixer le chiffre de son traitement un peu au-dessus du chiffre indiqué par le barème. »

Signé : « Le directeur de l'agence. »

J'avais connu Gaby entre-temps. Je la voyais dans ma rue depuis qu'elle était toute gamine, mais là je découvrais une jeune fille dont je tombais amoureux. Était-ce parce que j'envisageais déjà de la demander en mariage que je me comportais comme un homme ? En tout cas, même si elle me faisait tourner la tête, comme chantera Piaf plus tard, je restais toujours aussi sérieux dans mon travail.

À l'anniversaire de mes dix-huit ans, cette fois c'est le responsable du service du personnel de Paris qui interrogeait le chef du bureau de Toul, sur l'opinion qu'il avait de moi :

« Paris, le 15 février.

Nous vous prions de nous faire connaître ci-contre si les services de M. Bigeard Marcel qui atteint l'âge de dix-huit ans justifieraient un relèvement de ses appointements à l'anniversaire de sa naissance.

Au cas où l'intéressé serait particulièrement bien noté, vous auriez à nous faire savoir si, à votre avis ses services mériteraient d'être reconnus par un traitement de faveur. »

La réponse n'a pas tardé. Et le chef de bureau ne se contentait pas de faire des éloges. Il prédisait pour moi une belle carrière :

« Toul, le 19 février 1934.

Bigéard montre toujours autant de zèle et d'application dans son travail. Il a de bonnes dispositions pour le métier et deviendra certainement un bon sujet dans l'avenir. Nous vous proposons de le récompenser en portant son traitement à 5200. »

Signé : « Vos dévoués, le chef de bureau. »

Dans les années qui vont suivre, les remarques de mes supérieurs se succèdent toujours aussi positives. Le chef de bureau notera en rédaction et orthographe : « Style agréable et précis. Tenue : très bonne. Conduite : très bonne. Intelligence très ouverte ; s'adapte très facilement à tous les services et fait montre de beaucoup d'initiative. Travaille très rapidement ; a la volonté de surmonter les petites difficultés ; son dévouement reste exceptionnel. Caractère : bon mais ferme, obligeant envers ses collègues comme auprès de la clientèle.

Très bon élément dont la formation doit être encouragée et poussée ; a un très bon rendement au guichet, en travail et en placement. Les services qu'il connaît bien : portefeuille et coupons ; un peu les titres.

Est capable, par ses moyens et sa bonne volonté, de réussir dans tous les services ; le contact avec la clientèle lui est agréable et sa méthode y réussit très bien. »

Je me rappelle, en effet avoir eu cette soif d'apprendre. Pour cela, je suivais une formation que la banque proposait à ses collaborateurs, comme c'est le cas de nos jours. Le préposé aux cours était le chef de guichet. La formation continue apporte

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

répète depuis plus de quinze ans, livre après livre. Mais une guerre non conventionnelle, contre le terrorisme islamique. Cette lutte me rappelle les guérillas de l'ombre que j'ai connues en Indochine et en Algérie. Et comme je le faisais à l'époque, il faut aujourd'hui absolument continuer de développer avant tout le renseignement, car le renseignement c'est la clef, la première arme contre l'adversaire !

Infiltrer l'ennemi, remonter les filières, c'est déjà éviter de nombreuses victimes. C'est exactement comme ça que je procédais en Algérie, et notamment pendant la bataille d'Alger où le terrorisme s'infiltrait de manière insidieuse, de partout, et surtout dans les villes et dans la capitale. Ce n'est pas pour rien d'ailleurs que ces dernières années, le général David H. Petraeus, commandant en chef des armées américaines en Irak, s'est fait expliquer mon action dans cette crise difficile qu'il m'a fallu régler, et dont je suis venu à bout avec mes hommes. D'ailleurs dans les écoles militaires américaines, et même au Pentagone, on étudie ma méthode, celle que j'utilisais déjà en 1957, il y a plus d'un demi-siècle ! Il faut croire que j'étais en avance sur mon temps.

Je rapporte ici une courte anecdote à ce sujet. En mai 2007, un colonel français de l'état-major des armées, m'a écrit pour me demander d'adresser une photo dédiée au général américain, commandant l'ensemble des forces déployées en Irak. Il faut dire que ce grand bonhomme est fantassin, parachutiste, breveté à Pau, et qu'il emporte en permanence son brevet français avec lui. Il a commandé la 1^{re} brigade de la 82^e Airborne, puis la 101^e division aéroportée. Il est extrêmement francophile et a beaucoup apprécié mes faits d'armes, à ce qu'on m'a rapporté. Comme je l'ai dit, il a beaucoup étudié la vraie bataille d'Alger,

qu'il connaît dans ses moindres détails, et la méthode de renseignement et d'infiltration que j'utilisais pour déloger les terroristes.

Le renseignement, c'est pénétrer chez l'adversaire, le jauger, déjouer ses plans. Dans le même temps, on prépare les attaques, et là le besoin en hommes, en commandos bien entraînés au combat est essentiel. Ce n'est pas avoir de nombreux hommes qui compte, mais avoir les bons combattants, aux bons endroits, au bon moment. La qualité compte davantage que le nombre. Car il faut faire attention à ce que l'armée ne devienne pas une porte de sortie pour les chômeurs qui s'y engagent comme ils iraient trouver un emploi n'importe où ailleurs. Le nombre de candidats au recrutement a fait un véritable boom ces dernières années. Ceux qui ne viennent à l'armée que pour échapper au chômage doivent être très sérieusement formés, comme les autres, et leurs supérieurs doivent être particulièrement vigilants sur ce point. Ça ne veut pas dire qu'ils feront de mauvais soldats, même s'ils n'ont pas la vocation dès le départ. Je me souviens que quand j'étais jeune, non seulement je n'avais pas la vocation militaire, mais pire, j'étais antimilitariste. Il a fallu que je comprenne ce qu'était l'armée pour vraiment l'apprécier, et y faire ma vie. C'est ce qu'il faut faire passer à ces jeunes désœuvrés, sinon ils constitueront un danger pour eux-mêmes et pour les autres.

Le matériel opérationnel des armées doit être constamment modernisé, pour remplacer notre équipement souvent dépassé. Un matériel à la pointe du progrès. Ce qui nécessite de ne surtout pas diminuer nos crédits sur la défense. En matière d'équipement personnel, on a vu les fantassins défiler sur les Champs-Élysées dans des tenues dignes des films de science-fiction. On est loin des équipements du soldat français de 1939-

1945, de ceux des guerres d'Indochine ou d'Algérie. C'est normal que les choses évoluent. Leurs fusils d'assaut sont équipés de caméras thermiques qui permettent de repérer l'adversaire camouflé, même en plein jour. Cette caméra est reliée à un petit écran placé sur la poitrine ou à un œilleton fixé au casque, qui permet, avec un peu d'entraînement, d'effectuer ce qu'on appelle le tir déporté, sans prendre de risque, surtout très efficace dans le combat de rue. Les gilets de combat sont équipés d'un GPS pratique pour le soldat mais aussi pour le chef de groupe qui peut repérer ses hommes à tout moment, et situer leur position sur une carte. L'équipement comporte aussi des sortes d'oreillettes qui permettent au combattant de recevoir des ordres, même chuchotés, ce qui évite le crachement qu'on entendait parfois par le passé et qui indiquait à l'adversaire où se cachait l'homme qu'il ne voyait pas. Bref, une panoplie futuriste, mais nécessaire, déjà, aux guerres actuelles.

En revanche, dans un autre domaine, nous avons été la risée du monde entier avec la triste épopée du porte-avions *Clemenceau*, surnommé le « *Clem* » par les marins qui y ont servi. Il était le huitième porte-avions de la Marine française et avait sillonné les mers sur plus d'un million de milles nautiques, pendant trente-cinq ans. Tout ça pour finir dans une dérive honteuse, de Cherbourg jusqu'en Inde où il devait être désamianté ! Oui, en Inde puisqu'on nous disait que dans ce pays, cela coûterait moins cher qu'ailleurs.

Mais parvenu sur place, on a appris que ce désamiantage constituait un risque grave pour la santé des ouvriers indiens, et pour l'environnement. Il a alors été contraint de faire le chemin inverse puisque personne n'en voulait. Heureusement, ce sont finalement nos amis anglais qui l'ont récupéré pour le

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

événements en un seul jour. Quand j'ai défilé sur les Champs en tête de mon régiment de paras du 3^e RPC, le 14 juillet 1956, alors que j'étais colonel. Et l'instant où le président René Coty m'a élevé au grade de grand officier de la Légion d'honneur pour mes « brillants états de service », comme dit la formule. C'est vrai qu'à quarante ans, recevoir cette distinction, fallait le faire ! C'est exceptionnel. Malgré tous mes combats, je n'attendais rien de personne. Et je ne demandais rien. Mais pour l'ancien saute-ruisseau, c'était une victoire qui allait en faire enrager plus d'un. Et puis ma mère était si fière ! Les journaux titraient : « Les paras à l'honneur », et cet honneur je l'ai vraiment ressenti en défilant sous les acclamations de la foule. C'était vraiment une émotion inoubliable.

À chaque fois que j'ai pu, lorsque j'étais présent en France, si je n'y assistais pas dans les tribunes, comme ça a été le cas quand j'étais à la tête des armées, j'ai suivi ce défilé à la télévision. Et je dois reconnaître que les deux derniers défilés ont été de grandes réussites, avec une préférence, côté cœur, pour celui de 2009. Chapeau !

En 2008, le fait que les Casques bleus aient ouvert le défilé montre bien que les armées doivent se serrer les coudes. Dans ce groupe international, qui était une preuve d'ouverture des esprits et des frontières, des hommes et des femmes de vingt-trois pays ouvraient la marche. Au sein de ces troupes internationales deux mille soldats français participent au maintien de la paix, sous tous les horizons. On oublie trop souvent qu'une guerre ici entraîne des conséquences ailleurs. Il n'y a qu'à voir combien le conflit israélo-palestinien a des conséquences à travers le monde entier, depuis des dizaines d'années, et ce n'est pas fini. Ces Casques bleus sont là aussi pour empêcher les guerres. Au Liban

par exemple, elles se sont interposées entre les combattants du Hezbollah, et les Israéliens, ou également entre d'autres groupes locaux qui étaient tentés de reprendre les hostilités. Les démineurs de la Force intermédiaire des Nations unies au Liban sud, la FINUL, ne cessent de déminer les champs truffés de mines, un sale boulot, dangereux, pour lequel il faut un mental à toute épreuve, et un sang-froid d'acier.

Les Casques bleus ne sont pas sur le terrain pour tirer, mais pour séparer les adversaires, et protéger les populations civiles. Ces troupes sont des soldats de la paix. Voilà pourquoi j'ai trouvé remarquable d'ouvrir le défilé par ce symbole de paix, qui aura marqué le soixantième anniversaire des opérations du maintien de la paix dont se chargent les troupes de l'ONU.

Je ne vais pas faire ici le commentaire de l'ensemble du défilé, mais après avoir dit encore bravo, je voudrais faire remarquer qu'il n'y avait pas de présence forte de paras parmi les hommes qui descendaient les Champs-Élysées en 2008. Peut-être que cette année-là, il a paru difficile de faire applaudir par la foule des régiments de paras, quelques jours seulement après le drame de Carcassonne. Au même moment, des personnes de tous âges étaient encore hospitalisées, pour avoir été atteintes par les vraies balles de ce tireur inconscient.

Heureusement, pour relever le panache de ce corps d'élite, le défilé s'est clôturé par ce saut de sept parachutistes dont une femme, au pied de la tribune d'honneur. Une fois encore, cela prouve que les femmes peuvent faire aussi bien que les hommes. Avec un bon entraînement, un para est un para. C'est un combattant exceptionnel, sans état d'âme. L'esprit de corps doit jouer plus qu'ailleurs. L'esprit, mais aussi les valeurs.

Le jeune para est à la recherche du dépassement de lui-même, du goût du risque et de l'aventure. Le saut dans le vide prouve déjà une force morale indiscutable, car il n'y a pas un seul saut qui se fasse sans une petite appréhension au moment de se jeter dans le vide. Franchir la porte de l'avion en plein vol c'est déjà surmonter ses propres appréhensions. Il y a dans l'armée d'autres hommes, d'autres régiments, qui ont ce sens des valeurs, mais j'aimerais que ces paras du saut final servent d'exemple à l'ensemble de l'armée française.

Je trouve qu'avec ce défilé, la France est ressortie grandie aux yeux des visiteurs étrangers, et donc aussi aux yeux des Français. Cela a permis de montrer avec les quatre mille trois cent quatre-vingt-dix hommes et femmes qui ont défilé en 2008, plus les centaines aux commandes des avions, hélicoptères, véhicules et chars, ainsi que les cavaliers, qu'être militaire n'est pas une chose dépassée.

Mais j'avoue avoir été plus satisfait encore par le défilé du 14 juillet 2009. Ma fibre para a un peu plus vibré. De plus Jean-Claude Narci, dans son commentaire sur TF1, m'a rendu un hommage sympathique quand mon régiment parachutiste du 3^e RPIMa est passé devant la tribune officielle. Narci était d'ailleurs venu me voir à Toul, quelques jours auparavant pour filmer un long entretien avec moi. Le « 3 » n'avait pas défilé sur les Champs depuis 2003 où, à l'époque, il revenait déjà d'Afghanistan.

C'est un détachement de quatre cents officiers, sous-officiers et soldats de l'armée de terre, de la Marine et de l'armée de l'air indiennes qui a ouvert le défilé. Ça avait un certain panache. Mais comme chaque année, ce n'est pas pour rien qu'un pays est

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

aviaire, remplacée par la grippe porcine devenue H1N1, et les médias qui nous alertent, ce qui est bien normal, oublie de traiter du danger aussi sournois que tous les virus mortels : le terrorisme.

La police ne nous informe pas de chaque arrestation, mais de temps en temps filtre des informations sur des démantèlements de réseaux liés à Al-Qaïda. En 2007, quatre-vingt-neuf activistes islamistes ont été arrêtés sur notre territoire, et en 2008 le chiffre aura été approximativement le même. Du nord au sud, les islamistes mènent leurs activités : à Mulhouse, un groupe terroriste originaire d'Asie centrale, comme à Toulouse des bases arrière islamistes ont été démantelées.

Dans le Doubs, la brigade antiterroriste a arrêté un groupe d'islamistes qui s'entraînait au tir, en pleine forêt. C'est incroyable ! En pleine forêt de France ! Des armes de poing, des kalachnikovs, des tenues de camouflage ont été retrouvées pendant les perquisitions. Il y a peu encore, la DST a démantelé, à Paris et dans la région parisienne, un important réseau de soutien logistique au terrorisme algérien, des groupes en relation étroite avec les cellules d'Al-Qaïda pour le Maghreb islamique.

J'ai bien connu cette tactique, et tous les Français de plus de cinquante ans s'en souviennent. Pendant la guerre d'Algérie, le FLN recrutait aussi en France et installait, sur le territoire de l'Hexagone, des cellules dormantes qui fonctionnaient en relation avec le FLN basé en Algérie, ou dans d'autres pays d'Europe, pour nous attaquer sur tous les fronts à la fois, y compris sur notre territoire.

Avec le terrorisme islamiste, c'est la guerre contre l'Occident

que les mouvements du type Al-Qaida exportent hors de leurs frontières. Leur terrain de guerre est la planète entière. Comme il y a eu au XX^e siècle une internationale communiste, il y a aujourd'hui une internationale terroriste islamiste.

En Algérie, au début des années 1990, l'organisation terroriste était centralisée, avec un chef unique et sous lui une pyramide de responsables. Puis on est passés à l'époque où sont nés une multitude de petits groupes avec des petits chefs qui voulaient tous se distinguer. C'était à qui allait perpétrer l'action la plus visible. C'est comme ça qu'ont été enlevés et décapités les sept moines de Tibhirine, de la compétition entre groupuscules. D'où que soit venu l'ordre, ceux qui les ont enlevés étaient des terroristes islamistes. Aujourd'hui, on assiste à une sorte de regroupement autour de cette sorte de filiale de la branche venue d'Afghanistan et du Pakistan, appelée Al-Qaida pour le Maghreb. Mais ce n'est qu'une apparence, car tous les groupes peuvent se revendiquer d'une appartenance à Al-Qaida : en réalité les attaques sont spontanées, non programmées par une autorité centrale ce qui rend la remontée des filières bien plus difficiles qu'auparavant.

Lors de la perquisition à Paris chez un groupe de soutien logistique, les juges ont trouvé du matériel perfectionné, très pointu. Un autre groupe, composé de cinq Français immigrés d'origine, d'un Algérien et d'un Marocain, a été arrêté à Paris, dans le XIX^e arrondissement. Là encore, cette cellule recrutait de jeunes Français pour partir combattre en Irak.

Comme à Nice où un autre coup de filet a mis à jour une cellule djihadiste. Ou encore d'autres en plein cœur de la France profonde, là où on n'imagine pas les trouver, dans le Lot, à

Toulouse, ou au contraire dans des lieux bien visibles comme à Roissy... Leur camouflage, vis-à-vis de leurs proches, consiste à partir en Orient pour des œuvres humanitaires, ou pour se perfectionner en langue arabe, ou dans l'étude du Coran. Puis ils transitent par la Syrie et entrent clandestinement en Irak, en Afghanistan, au Pakistan, où ils sont pris en charge par des groupes qui leur font subir un lavage de cerveau de fanatisme religieux, ainsi qu'un entraînement paramilitaire, avant de les renvoyer vers l'Europe.

D'autres réseaux auxquels on ne pense pas toujours se forment dans les prisons de France. C'est un endroit de recrutement idéal. Les gars n'ont rien d'autre à faire qu'à attendre le jour de leur libération. Pendant ce temps, ils ruminent leur vengeance sur la société. Parmi eux, certains esprits faibles, musulmans ou qui le deviennent derrière les barreaux, sont embrigadés par quelques petits chefs qui les enverront, à leur sortie, directement en formation vers les réseaux du Pakistan ou de l'Afghanistan. Ces hommes reviennent ensuite en France ou dans d'autres pays d'Europe pour s'organiser en groupes prêts à passer à l'action.

Une raison supplémentaire pour renforcer la surveillance aux frontières, pour intensifier les contrôles et repérer ainsi les terroristes qui sauront se fondre dans la nature, dans notre pays qu'ils connaissent bien.

Après les hommes, les femmes !

Depuis quelque temps ces recrutements se font aussi vers les femmes. C'est la nouvelle priorité des recruteurs, en Angleterre, comme au Maroc ou en Algérie. Ils constituent de véritables brigades féminines. On imagine comment cette situation peut

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Lettre de J.-P. R.,
Montpellier, mars 2009

Mon Général,

Vous étiez venu, il y a quelques années, plus de douze ans déjà, à Montpellier. Et vous nous avez donné une conférence. Je me souviens des mots que vous avez dits, comme si c'était hier. Et depuis, après le 11 septembre 2001, à chaque déclaration de Ben Laden, à chaque nouvel attentat terroriste, à chaque information sur le terrorisme, je pense à vous.

Vous aviez raison, mon Général. Vous avez été, et êtes toujours visionnaire. Comme vous le dites, vous avez « le pif » pour ces choses-là.

Nos gouvernants feraient bien de vous écouter et de vous lire. Je suis certain qu'ils tireraient des enseignements de votre expérience, et de vos écrits.

Je vous salue, mon général, et vous exprime, comme toujours, toute mon admiration.

J.-P. R.

CHAPITRE IV

Algérie, le danger à nos portes

L'histoire de la France et celle de l'Algérie sont très étroitement liées depuis des siècles. Elles sont même indissociables. Quand on sait à quel point l'immigration des Algériens vers la France est importante, on est obligés de regarder de très près ce qui se passe dans ce pays tout proche de nous, ventre mou du terrorisme. Nous devons chercher à nous protéger des fous de Dieu d'Al-Qaida au Maghreb comme ils se nomment maintenant, qui ne cessent de faire des ravages là-bas, pour éviter qu'il n'en fasse ici, en France.

Cette gangrène qui évolue de l'autre côté de la Méditerranée, malgré ce que refuse d'admettre le gouvernement algérien, nous prenons le risque de la voir de nouveau proliférer chez nous. Certains de ces terroristes, dont l'un des kamikazes qui a lancé l'attentat contre les bâtiments du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, le 11 décembre 2007, ou contre le Conseil constitutionnel, avait été libéré lors de la fameuse grâce présidentielle, la grande opération de séduction spectaculaire de « réconciliation nationale » qu'avait lancée le président Abdelaziz Bouteflika en septembre 2005.

Cette opération signifiait qu'il fallait sinon oublier, du moins pardonner le massacre barbare de cent cinquante mille Algériens perpétré par les terroristes du GIA, du GSPC – et qui se sont ensuite reconstitués dans Al-Qaida au Maghreb – pendant les années de plomb, depuis 1990. Blanchir les crimes sauvages, excuser les attentats à la bombe, l'égorgeement de civils innocents par familles entières, les mutilations, les égorgements, même

envers les femmes et les enfants violés puis sauvagement tués. Ces barbares étaient si fiers de leurs forfaits innommables, qu'ils filmaient même leurs actes.

Cette réconciliation nationale devait tirer un trait sur la sanglante Nuit de Bentalha, une banlieue d'Alger, où au soir du 22 septembre 1997, une horde de fous de Dieu avait égorgé pendant toute la nuit hommes, femmes et enfants, sans que la police ait pu intervenir. Quatre-vingt-cinq morts selon les autorités, quatre cents selon les témoins. Et encore, trois mois plus tard à Had Chekala, où les terroristes se sont livrés pendant des heures au plus grand massacre que l'Algérie indépendante ait connu, avec plus de six cents victimes dans la population locale.

La « réconciliation nationale » consistait à pardonner aux auteurs de toutes les barbaries abjectes exercées contre les civils et les militaires pendant des années, les libérer de prison, et les aider à se réinsérer dans la société en leur fournissant un emploi, voire un toit, ceci à l'exception des auteurs de massacres collectifs. Les Algériens ont vu ainsi des milliers de prisonniers, d'anciens maquisards islamistes, relâchés, avec le risque de les laisser regagner les montagnes pour repartir un jour dans leur djihad, leur guerre sainte.

Depuis cette opération de réconciliation nationale, de nombreux autres attentats et massacres ont eu lieu, et parfois par des terroristes qui avaient été libérés.

Quel était, et demeure, l'objectif de ces fondamentalistes ? Renverser le pouvoir et créer un État religieux islamiste, avec la charia pour seule loi, et pas seulement en Algérie. Plusieurs groupes se sont enfuis dans les pays frontaliers, ceux où l'on

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

eux de nombreux jeunes.

Ce durcissement a ouvert la porte à une recrudescence de la violence, de part et d'autre. Le FIS est devenu le GIA, puis le GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat), pour se transformer enfin, en 2007 en succursale d'Al-Qaida au Maghreb.

Aujourd'hui les dirigeants islamistes n'ont plus rien à voir avec ceux de l'époque des années 1990. Et l'un des chefs repentis, aujourd'hui libéré après dix-huit ans de prison, Ali Belhadj, déclare qu'il faut trouver d'urgence une solution politique en Algérie. Facile à dire ! Il prétend que le gouvernement attribue tous les attentats à Al-Qaida parce que cela arrange le pouvoir de le faire croire. Mais on dit souvent n'importe quoi : ce sont bien les terroristes islamistes qui se font sauter au nom d'Allah.

La rumeur colporte parfois des histoires invraisemblables. Un livre à succès est même paru, il y a quelques années, dans lequel l'auteur prétend que le 11-Septembre n'a pas eu lieu, ou que c'est une invention des Américains pour se donner des raisons d'attaquer l'Irak. Ou encore qu'ils exagèrent la menace terroriste pour pouvoir intervenir au Moyen-Orient, militairement ou économiquement.

La réalité est que Al-Qaida et ses adeptes veulent toujours installer dans tous les pays musulmans, et même sur le monde entier, une république islamique basée sur le Coran et sur la charia, la loi islamique. Les djihadistes prônent une prétendue justice sociale, et touchent ainsi les populations simples qui constituent leur terreau.

Certains redoutent de voir un jour l'Algérie dirigée par les taliban. C'est peut-être excessif. Mais quand on voit ce qui s'est passé en Turquie, pays laïc depuis le grand Atatürk, où finalement, élu démocratiquement, c'est un gouvernement islamiste qui est en place, et qui a rétabli dans ce pays le droit de porter le voile dans les universités, on voit comment les mentalités peuvent faire marche arrière.

Oui, c'était Atatürk, au début des années 1920, qui en Turquie avait réussi à faire imposer l'interdiction du port du voile dans les universités et dans les administrations. Quelle vision d'avant-garde, en 1920 ! Il sentait venir le vent d'un islam radical. Et pourtant à l'époque personne en Europe ne voyait pointer la menace.

Le FIS a été créé en Algérie en 1989, bien avant Al-Qaida, née en 1998. Cela prouve bien que l'Algérie n'a pas attendu que ses ordres viennent de l'Afghanistan ou du Pakistan. Avec le temps, seule la méthode a changé.

La guerre contre la présence française avait été sauvage et violente, mais jamais le phénomène des kamikazes n'était apparu. Les bombes étaient placées dans le cœur des villes, mais les combattants algériens ne se faisaient jamais sauter avec une ceinture d'explosifs sur le ventre. Cette méthode terroriste extrémiste a progressé curieusement, en même temps que le voile.

Le patron du FIS disait, au début des années 1990, qu'il luttait contre tout à la fois : le socialisme, le communisme, la démocratie, la dictature, « toutes ces immondices de l'esprit humain », pour citer ses paroles. Cela a donné les années de

sang qui ont fait en Algérie les cent cinquante mille morts dont je parlais plus haut, années meurtrières qui se prolongent aujourd'hui encore.

Bien sûr, il est difficile d'arrêter un attentat-suicide puisqu'il suffit d'un seul homme, ou d'une seule femme. Mais cela sous-entend tout de même une organisation derrière le kamikaze. Tout le monde n'est pas en mesure de fabriquer une bombe de forte puissance. Le choix de la cible également n'est pas l'affaire d'un seul homme.

Les Algériens sont-ils en mesure de mettre fin, tout seuls, à cette progression du terrorisme ? Pour bien connaître ce pays, les mentalités autant que le relief, je peux dire que j'en doute.

On sait que ce terrorisme rampant progresse partout. Les services secrets de l'Algérie et de la France coopèrent, c'est certain. Mais seulement dans l'échange d'informations. Il est urgent que les pays européens, dont la France, fassent l'offre d'une aide et d'une coopération réellement efficaces au gouvernement algérien, et que celui-ci les accepte, pour repousser les attaques que les islamistes préparent contre l'Algérie, mais contre nous aussi.

Alors qu'il était élu depuis à peine plus de six mois, le président Sarkozy a rendu une visite officielle à l'Algérie, en décembre 2007. Cette visite intervenait après les émeutes de banlieues en France, et les paroles malheureuses que le président avait prononcées : le fameux « nettoyage au Kärcher ». Les Algériens voyaient en lui l'homme qui refuse les visas, qui privilégie le Maroc voisin. Aussi l'accueil que lui a réservé la population a été bien plus froid que celui reçu par Jacques

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

quatre Français tués la veille de Noël 2007, suivi de la mort de trois militaires mauritaniens, dans le nord du pays.

À partir de ces actes terroristes la question s'est posée de maintenir ou non le passage du rallye Paris-Dakar qui traversait le pays, sans problème, depuis 1979. Les autorités françaises ont vivement déconseillé aux organisateurs de traverser ce pays. Pour les Mauritaniens, supprimer cet événement fut une catastrophe qui a donné un coup de frein à l'économie touristique. Sur quinze étapes de la course, huit passaient en Mauritanie, et de plus les autorités françaises ont déconseillé aux touristes de se rendre dans le pays. Aussitôt les agences de voyages ont arrêté tout circuit en Mauritanie, et c'est ainsi que la population se trouve indirectement victime d'Al-Qaida.

Au début, cette course ne rencontrait aucune difficulté sur ce territoire ; les populations y trouvaient un réel intérêt, mais depuis quelques années les dangers se sont progressivement accumulés, avec des pillards, et à présent avec les islamistes.

L'action de nos services de la DGSE a été très efficace pour retrouver les assassins, ce fut digne d'un scénario de film.

L'assassinat a eu lieu près de la ville d'Aleg, à deux cent soixante kilomètres à l'est de Nouakchott. Les Français voyageaient en famille, se dirigeaient vers le Mali, et se rapprochaient de la frontière du Sénégal. Ils avaient quitté la route pour déjeuner quand des hommes enturbannés les ont agressés, et les ont tués par balles.

Les gars de la DGSE ont utilisé les grands moyens et sont très rapidement parvenus à identifier les tueurs, à les traquer, les

localiser et les interpellier. Les terroristes se sont enfuis en passant trois frontières. Dès le lendemain de l'assassinat, Paris a organisé une cellule de crise au siège de la DGSE, comme cela se fait toujours en pareil cas. Des spécialistes ont immédiatement été envoyés sur place, des barrages ont été dressés sur les routes et les pistes par les autorités mauritaniennes, et deux semaines plus tard, les assassins ont été arrêtés, mais en Guinée-Bissau, c'est-à-dire trois frontières plus loin. Ils avaient fui à travers le désert, et franchi le fleuve Sénégal.

Mais dans le désert, c'est comme dans la jungle. J'ai bien connu ces régions et ce type de relief quand j'étais en poste au Sénégal ou dans le désert algérien : il est impossible de placer un soldat derrière chaque dune ou derrière chaque arbre. Et les frontières sont franchies en dehors des grands axes routiers. Pourtant, dans le cas de ces fuyards, ils ont utilisé les transports en commun, bus et taxis collectifs, pour parvenir à Dakar. Puis ils ont traversé la Gambie, la Casamance, et sont enfin arrivés en Guinée-Bissau en se faisant passer pour des hommes d'affaires, en fréquentant les grands hôtels où nos gars de la DGSE les ont cueillis, puis les ont remis à la police sénégalaise.

Les assassins étaient fiers d'avoir tué des Français, « alliés des Américains » comme ils l'ont dit, et surtout des chrétiens, « des infidèles », selon leurs déclarations. Leur plan était de s'éloigner de la Mauritanie, pour s'enfoncer en Afrique de l'Ouest, et de là prendre un avion pour regagner l'Algérie.

Les gouvernements des pays concernés ont collaboré pour aider à l'arrestation, ceux de Mauritanie, du Sénégal, de la Gambie et de la Guinée-Bissau. Ils ont bien compris qu'il est

dans leur intérêt de mener une action spectaculaire comme celle-ci, en réponse aux actes terroristes, pour tenter de freiner les plans de ces derniers afin qu'ils évitent de recommencer de sitôt.

Dans ce cas, comme dans beaucoup d'autres, les assassins étaient des jeunes désœuvrés qui trouvaient dans l'islamisme une façon de se distinguer de leurs proches, une manière de devenir des héros de la cause islamiste, notamment de la branche qui les avait enrôlés, le GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat). Certains d'entre eux avaient suivi une formation de guérilla dans le Sahel, au nord du Mali, qui est devenu une zone tampon où les terroristes trouvent refuge, au-delà de la frontière. Une situation identique à celle du Pakistan par rapport à l'Afghanistan. Une zone qui sert de base arrière aux terroristes visant le territoire algérien, ou aussi bien le territoire mauritanien.

Le ministre du Tourisme mauritanien a eu beau se vouloir rassurant en affirmant que la Mauritanie est un pays de paix, c'était sans compter sur l'assassinat d'autres gendarmes mauritaniens en 2008, puis l'attentat contre l'ambassade d'Israël à Nouakchott également en 2008, puis l'assassinat d'un Américain au début de l'été 2009 suivi de l'attentat-suicide tout récent d'août 2009, contre l'ambassade de France, où un kamikaze a fait exploser sa ceinture d'explosifs, blessant trois personnes. Le terroriste a été identifié, et c'était bien un jeune mauritanien membre de la mouvance djihadiste. Un cap a donc été franchi puisqu'il s'agissait du premier attentat perpétré par un kamikaze, en Mauritanie. Ce qui prouve la progression, lente mais certaine, d'Al-Qaida au Maghreb.

Les membres de cette organisation islamiste en provenance

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

La région du combat, tout près de Kaboul, était aux mains des taliban où ils règnent en maître. Car dans ce pays les populations ne sont pas toutes du côté des militaires étrangers qui combattent auprès des soldats afghans. Au contraire, souvent elles sont les complices volontaires, ou les complices obligés, des taliban. Ceux-ci forcent les populations rurales à les protéger, les manipulant au nom d'Allah ou au nom de leur pauvreté, puisque leur sort misérable n'a pas changé depuis des années.

Je rends hommage à tous nos combattants partis là-bas, bien sûr à ceux du 3^e RPIMa, mais surtout à ces hommes du 8^e RPIMa qui ont perdu la vie. Je pense aussi à leurs parents, et aux fiancées qui les attendaient, ne pouvant imaginer qu'ils ne reviendraient pas vivants. Car c'est comme ça : on a beau savoir qu'un soldat qui part au combat court des risques pour sa vie, on ne veut jamais y croire pour ses proches. Et ce n'est pas la Légion d'honneur qui leur a été attribuée à titre posthume – même s'il fallait le faire – ou les obsèques officielles et l'hommage de la nation à ses soldats, qui consolera la douleur de ceux qui les ont perdus.

Les versions de cette attaque ont été bien différentes selon les sources, confuses et lamentables.

Premier temps : la version de certains journalistes présents à Kaboul, et qui ont d'abord rapporté des témoignages accusant le commandement qui aurait été trop lent à réagir. Selon ces reportages, les hommes seraient restés quatre heures sous le feu des assiégeants, sans aucun secours, aucun ordre et trop faiblement équipés en munitions. Puis on racontait que quatre avions venus finalement en renfort auraient tiré n'importe

comment et atteint certains de nos hommes.

Deuxième temps : l'OTAN dément tout en bloc. Faux, les tirs des avions contre nos soldats ! Faux encore, la lenteur de réaction des renforts ! Dès la première demi-heure des échanges de tirs, des troupes seraient venues épauler les militaires sur place. Il faut reconnaître que dans ces régions on ne peut pas se déplacer à toute allure, sur des routes plus ou moins piégées.

J'ai reçu pour ma part des informations dont je ne dévoilerai pas les sources, mais qui me paraissent fiables. Elles proviennent de vrais témoins, présents sur les lieux et rentrés depuis en France, et correspondent à peu de chose près aux déclarations du commandement.

D'abord les soldats pris dans l'engagement n'étaient pas des amateurs. Des paras sérieusement entraînés. Le 8^e est un régiment d'élite. De vrais combattants. Mais je sais trop combien un piège peut venir à bout des meilleurs hommes parfois. J'ai vécu trop de victoires et de défaites pour laisser fanfaronner des gens qui ne se sont jamais trouvés dans de telles situations, ou qui n'ont jamais eu un fusil en main et qui se permettent de porter des jugements à l'emporte-pièce. Les deux sections françaises du 8^e RPIMa et du RTM (régiment de marche du Tchad), n'étaient pas seules. Deux sections afghanes, formées par des instructeurs français les accompagnaient, et des forces spéciales américaines également.

La patrouille, équipée de gilets pare-balles, est partie le matin de Kaboul et est arrivée à ce point de la vallée vers 13 heures 30. Cette vallée est encaissée aux pieds de montagnes assez hautes, et la route monte en lacets.

Deux heures plus tard, les hommes à pied sont attaqués par les taliban au fusil et au lance-roquettes. Les taliban sont nombreux, près d'une centaine. Ils encerclent l'avant-garde de la section, et font de même sur l'arrière. Le RTM est également encerclé. Et il ne faut pas être spécialiste pour comprendre que si nos hommes sont bloqués à l'avant et à l'arrière, c'est qu'ils sont pris dans la nasse.

Les forces régulières ne restent pas sans réagir, se défendent, et vingt minutes plus tard, voyant que la situation devient très périlleuse, elles demandent du secours. Ces renforts ne parviennent, selon certains, qu'une demi-heure plus tard, selon d'autres une heure. Mais ce qui est prouvé, c'est qu'ils arrivent en plusieurs vagues, dont plusieurs équipés de mortiers de 81 mm. Hélas, parfois quelques minutes suffisent à un désastre.

Les combats se prolongent et les deux camps sont très proches l'un de l'autre. Ce qui rend très difficile l'intervention des hélicoptères américains, qui risquent de toucher des hommes des forces régulières. Des médecins sont déposés sur l'arrière, avec dix commandos. Le bataillon français de Kaboul engage également trois sections d'infanterie.

À 20 heures, les combats se poursuivent toujours et les taliban ne décrochent pas. Il est 23 heures et les engagements se prolongent encore. Des munitions parviennent aux Français. Mais la nuit est tombée. Et les combats vont s'étirer plus sporadiquement. Jusqu'au matin où ils reprennent plus faiblement. Entre-temps, les hélicos Caracal ont évacué des blessés, mais la nuit noire a empêché une recherche complète qui ne se fera qu'au lever du jour. Dans la nuit, un véhicule français, qui procède à des évacuations, tombe dans un ravin. Un

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

pouvoir, car Al-Qaida y est très présent. Musharraf feignait de lutter contre l'islamisme, et les Américains étaient bien obligés de le soutenir. Or cette femme perturbait l'ensemble des parties en présence. Elle gênait les islamistes et le pouvoir militaire.

C'est pour ça que sa perte a été une catastrophe. Elle était plus qu'un symbole, plus que son père Ali Bhutto. L'islam allait montrer avec elle une femme dévoilée. Après un long exil elle était revenue au pays, pleine de courage, véritable combattante, l'une des plus acharnées à lutter contre l'internationale des assassins, l'internationale islamiste.

Elle a été assassinée à Rawalpindi le 27 décembre 2007, à la fin d'un meeting. Déjà le jour de son retour elle avait échappé à un attentat. Ce serait le numéro deux d'Al-Qaida, le fameux Al Zawari, qui aurait ordonné cette exécution, pour empêcher qu'une femme ne prenne la tête d'un pays musulman, même si par le passé en 1988, puis en 1993, le Pakistan l'avait déjà eue à deux reprises comme Premier ministre. Mais la recrudescence de l'islamisme dans le monde a fait changer les mœurs au Pakistan également.

Par les frappes aériennes, depuis 2006 jusqu'en juin 2009, les sources militaires américaines reconnaissent que sept cents civils ont été tués au Pakistan, pour quinze dirigeants d'Al-Qaida. Là encore, comme en Afghanistan, on comprend pourquoi les populations de l'intérieur du pays ont le cœur qui penche un peu trop vers les taliban.

En deux ans, depuis l'été 2007, le terrorisme a fait plus de mille six cents morts au Pakistan, sans parler des milliers de blessés. Les taliban et autres terroristes d'Al-Qaida ont progressé

sur le terrain, en prenant possession de la vallée de la Swat au printemps 2007, à une centaine de kilomètres d'Islamabad. Leur chef y a installé une radio islamique qui ne cesse de faire sa propagande et celle de ses idées. Il a même créé un gouvernement islamique parallèle. Depuis, les attentats se sont encore multipliés dans tout le pays. Et en janvier 2009, la barbarie a redoublé de violence. Les islamistes ont mis le feu à près de deux cents écoles de filles, et massacré des dizaines de personnes.

Leur offensive a été si forte que le gouvernement a été obligé d'accepter un arrêt des hostilités, avec attribution d'une sorte d'autonomie de la région passée aux mains des islamistes qui y ont instauré aussitôt la charia, la loi islamique. Mais bientôt, sous la pression internationale, le gouvernement pakistanais a relancé une contre-offensive militaire en avril 2009, pour reprendre la région, ce qui est loin d'être fait solidement, et sécurisé. Et on assiste bien sûr à l'exode de centaines de milliers de civils qui fuient la région, qui tentent d'échapper à ces fous de Dieu, violeurs de femmes et brûleurs d'écoles, les tyrans religieux.

Face à eux, une armée mal équipée pour une guerre subversive, gangrenée par la corruption et par les services secrets qui jouent double jeu, entre le gouvernement et les taliban. Une armée qui ne voit qu'un seul ennemi, le pays voisin : l'Inde.

Parfois l'armée pakistanaise essuie de graves échecs avec des pertes importantes dans ses rangs, trop souvent d'ailleurs. Parfois aussi elle parvient à réaliser des percées dans les rangs de ses adversaires et à remporter quelques succès. Par exemple, avec l'aide des forces de l'Alliance, en août 2009 le dirigeant

suprême taliban, Baitullah Meshud a été tué dans son repaire, par l'attaque d'un drone américain. Mais il a très vite été remplacé par un de ses cousins. Autre exemple aussi, début septembre 2009, quarante-trois islamistes ont été tués par les forces de sécurité le long de la frontière afghane, et cent cinq militants se sont rendus à l'armée. L'armée régulière a lancé une grande offensive pour la reconquête de la vallée de la Swat, puis elle a poursuivi son action vers l'ouest. Des centaines de morts, la plupart chez les civils et en particulier chez les femmes et les enfants. Mais ces batailles gagnées ne signifient pas que la grande victoire contre le terrorisme a été remportée : on en est loin, très loin.

Ne l'oublions jamais : depuis 1998, le Pakistan détient l'arme nucléaire, et a refusé de signer le traité de non-prolifération des armes nucléaires. On sait aujourd'hui de façon certaine que des Pakistanais de haut niveau ont vendu du nucléaire à l'Iran, à la Corée du Nord et même à la Libye : principalement le père de la bombe pakistanaise, Abdul Kader Khan. Ce dernier avait été placé en résidence surveillée, courant 2004, après avoir avoué son commerce avec l'étranger. Malgré ça, il est considéré par les Pakistanais comme un héros national puisque c'est lui qui a permis d'élever le pays au rang des puissances nucléaires, la seule à ce jour parmi tous les pays musulmans. C'est dire à quel point l'enjeu est important.

Son réseau ne pouvait pas agir sans des complicités à tous les niveaux, et surtout dans l'armée comme au gouvernement. Les Américains ont réclamé le droit de l'interroger, mais les Pakistanais s'y sont toujours refusés.

Qu'arriverait-il si ceux qui n'hésitent pas à faire sauter des

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

et jusque dans les Émirats et en Arabie Saoudite.

Tout cela, les grandes puissances le savent, et surtout l'Iran le sait. Ce qui lui permet de jouer sur du velours. Mais pour combien de temps ?

L'Iran a un autre problème à gérer, et celui-là prend toute sa place dans le pays : c'est sa jeunesse. Oui, ces jeunes ont l'esprit de révolte, et pas seulement en raison des dernières élections présidentielles qui ne se sont pas déroulées dans la sérénité et la légalité, comme on l'a vu. Les jeunes ont accès à Internet. Les foyers sont équipés d'antennes paraboliques et la population peut suivre les programmes des chaînes de télévision occidentales. Ce qui donne souvent l'envie de rejoindre l'Occident, et surtout les États-Unis.

Les universités sont fréquentées en grande majorité par les jeunes filles, qui sont de plus en plus modernes. Elles laissent négligemment glisser leur voile vers l'arrière de la tête, quand il ne tombe pas sur la nuque. Elles portent le pantalon, le plus souvent le jeans américain, avec une courte tunique qui descend au-dessus du genou.

Les vieux ayatollahs ont chez eux une grande menace dont ils devraient se préoccuper d'urgence : il y va de leur destin. Et s'ils n'y prennent pas garde, la soif de liberté de la jeunesse sera la première bombe de forte puissance qui risque d'exploser à leur nez et à leur barbe.

Lettre de L. de La Ferté-Bernard,
juin 2009

Mes respects mon Général,

Je me permets de vous écrire cette lettre suite à une conversation que j'ai eue avec un ami, ancien légionnaire para de Salon-de-Provence. Il m'a donné votre adresse afin que je puisse vous envoyer un petit mot.

Je me présente, je m'appelle L. J'ai 31 ans, je vis dans la Sarthe mais je suis breton à la base. Je travaille dans un petit magasin d'alimentation.

Avant d'aller plus loin, mon Général, permettez-moi de vous dire toute l'admiration que je vous porte : votre carrière, vos actions... Je devais avoir sept ou huit ans quand j'ai entendu parler de vous pour la première fois, je ne sais plus exactement à quelle occasion. J'ai demandé à mon père qui vous étiez, il m'a répondu que vous étiez un grand général français et une légende parmi l'armée française. Aussi je me suis documenté sur vous pour en savoir plus sur votre carrière.

Je me suis interrogé avant de vous écrire cette lettre, en me demandant ce que je pourrais bien vous dire, vous qui êtes pour moi un modèle, une légende.

J'ai moi-même modestement servi dans l'armée française, avec quelques opérations en ex-Yougoslavie. Mais comment comparer ma contribution à celle d'hommes comme vous, mon Général, qui vous êtes battu de 1939 à 1962, qui avez traversé trois guerres, perdu des amis, des frères...

Un de mes amis sert encore dans l'armée, il est actuellement en Afghanistan, dans une de ses lettres il me confiait

récemment : « C'est un Bigeard ou un Jeanpierre qu'il nous faudrait ici ! »

Mon Général, vous témoigner mon respect n'est, selon moi, pas suffisant. Je dois également vous dire merci car c'est grâce à des hommes comme vous que je suis fier d'être français. Je dois également vous remercier pour tout ce que vous avez fait pour notre pays, de la Libération à la fin de la guerre d'Algérie, vous remercier et honorer vos camarades de combat qui tombèrent pour notre belle patrie.

Qui plus est lors des diverses épreuves que la vie m'a infligées, je me suis toujours gardé une petite phrase dans la tête en pensant aux plus dures heures de vos combats : « Si ces hommes y sont arrivés, alors je peux le faire aussi. »

Tout cela, mon Général, je n'aurais jamais pensé avoir un jour la chance de vous le dire. C'est maintenant chose faite.

Je suis actuellement créateur et responsable d'un forum en ligne sur Internet consacré à la guerre d'Algérie qui est encore une plaie béante pour beaucoup de gens. Ce forum a surtout pour but de ne pas oublier tous les soldats français et musulmans morts pour la France, également à rediriger certaines idées reçues mensongères pour les plus jeunes sur ce que fut vraiment la guerre d'Algérie.

J'ai la chance d'être lié d'amitié avec quelques vétérans de la guerre d'Algérie et d'Indochine. Leur témoignage est un bien précieux pour l'histoire et la mémoire de notre pays.

Je vous prierais de bien vouloir m'excuser de ne pas avoir

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

politique avec l'Afrique, politique que j'ai bien connue à l'époque. Pour le Tchad, il a eu une attitude habile. Il a d'abord cherché à se couvrir par une décision des Nations unies et à obtenir une carte blanche pour avoir un mandat international, et ne pas intervenir au seul nom de la France. Comme je l'ai toujours dit, les rebelles d'aujourd'hui peuvent être des chefs d'État demain.

Souvenons-nous de Yasser Arafat dans les années 1970, à la tête du groupe terroriste Septembre noir. Il est devenu ensuite le chef de l'autorité palestinienne. Et il en est ainsi de tous les dictateurs arrivés au pouvoir par un coup d'État.

Au Tchad, malgré un vieux traité d'entraide entre les deux pays qui remonte à 1976, Nicolas Sarkozy n'a pas voulu que nous intervenions sans mandat de l'ONU. Et sur ce point je suis en accord avec lui. À chacune de nos interventions sous les couleurs du drapeau français, nous nous mettons à dos des milliers d'Africains de l'opposition. Et si nous avons empêché les rebelles de prendre l'aéroport de N'Djamena, c'était à la fois pour protéger le président tchadien mais aussi pour permettre aux expatriés français, aux touristes et à tout étranger de pouvoir quitter le pays par la voie du désert. Et il faut être honnête, le soutien de notre armée à Idriss Déby, en mettant à sa disposition des éléments tactiques et de renseignement avec nos Mirage et nos Breguet Atlantic, a été déterminant pour sa victoire. Mais nous avons eu de la chance car les rebelles ont dû se replier d'eux-mêmes, n'ayant pas assez de carburant et de munitions.

Dans cette aventure, un point psychologique et politique important a été la conférence de l'Union africaine qui se tenait au même moment à Addis-Abeba, qui réunissait de nombreux

chefs d'État africains. Ils ont tous été d'accord pour condamner la tentative de prise de pouvoir par les rebelles, sachant que la junte du Soudan se cachait derrière. Ils craignaient un peu, au cas où les islamistes l'auraient emporté, que le djihadisme fasse tâche d'huile, et s'étende jusque chez eux.

La situation qu'a vécue la France en 2008 au Tchad, nous la vivrons demain dans d'autres pays d'Afrique. Je me souviens des actions que j'ai dû mener contre des rebelles pour protéger des chefs d'État installés de façon plus ou moins démocratique. Notamment à Madagascar, comme nous l'avons vu au début de ce livre.

Le Tchad est un enjeu important pas seulement pour la France, mais pour tout le continent africain, et par extension, pour le reste du monde aussi. Car le Soudan voisin est responsable de la terrible situation du Darfour que l'on peut qualifier de génocide, où les tribus arabes et le pouvoir de la junte veulent remplacer les populations africaines par tous les moyens, même les plus ignobles. Il s'agit d'épuration ethnique, tout simplement ! Et pour que le conflit ne s'étende pas, l'Europe a envoyé sur place la force européenne, l'Eufor, qui a eu une mission très délicate et limitée : être surtout visible et présente, et sécuriser les réfugiés.

La Somalie, quant à elle, est devenue un petit Irak. Les islamistes, il ne faut pas l'oublier, ont contrôlé la majeure partie du pays pendant plus de six mois, déjà en 2006. Ils n'ont été chassés du pouvoir à cette époque que grâce à l'intervention des forces éthiopiennes, car ce pays voisin a tout intérêt à ce que les islamistes ne prennent pas le pouvoir en Somalie.

Mais depuis, les rebelles se sont regroupés dans les

nombreuses régions sous leur contrôle et harcèlent régulièrement les forces somaliennes ou éthiopiennes, en adoptant la technique de harcèlement de la guérilla. Les violences sont continuelles et déstabilisent le pouvoir somalien, extrêmement fragile.

Encore en septembre 2009, les affrontements entre les miliciens islamistes et les forces gouvernementales ont fait de nombreux morts. Le principal mouvement rebelle Al Chabaab, est directement lié à Al-Qaida et mène des attaques-suicides à la voiture piégée, même contre les bases des forces de l'Union africaine, dans la capitale somalienne, Mogadiscio.

Ces islamistes prennent tour à tour le contrôle de certaines villes, le perdent puis le reprennent comme la ville de Yeed, le long de la frontière éthiopienne, en septembre 2009. Ils s'associent dans leurs attaques à des groupes rebelles éthiopiens et pénètrent même en Éthiopie pour aller piller des compagnies minières, en les attaquant avec des armes de guerre, de l'armement lourd.

Dans Mogadiscio, les diverses factions en présence tirent à la mitraillette un peu à l'aveuglette sur les passants, sur quiconque traverse leur ligne de mire, sur tout ce qui bouge. Parfois au lance-roquettes, ou d'autres fois par des chars qui tirent sur des groupes de maisons, sans distinction. Les hôpitaux regorgent de blessés. Les journalistes étrangers sont kidnappés, et quand ils survivent, sont libérés contre rançons. C'est le règne du chaos.

Le gouvernement somalien ne contrôle plus que quatre quartiers de la capitale, et la plus grande partie du pays est aux mains des rebelles islamistes et de leurs alliés.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

L'exemple de cette fameuse et triste « jungle » de Calais montre qu'on ne peut pas fermer les yeux éternellement sur ces situations, même si elles sont provisoires. Ces Irakiens, Kurdes, Afghans, Pakistanais qui fuient leur pays et qui veulent traverser la Manche, vivent dans des abris de fortune, en attendant de trouver le moyen de passer en Angleterre. Mais pour eux, pour ces centaines de réfugiés cachés dans leurs camps de toile, la situation est intenable, comme pour les habitants des maisons et des agglomérations avoisinantes. Conditions de vie insalubres, des déchets qui jonchent les terrains, des branchements pirates sur les sources d'électricité, des agressions... Tout ça entraîne l'exaspération des riverains qui vivent là depuis toujours et qui sont chez eux.

Alors bien sûr, la France est une terre d'accueil, mais là encore on ne peut pas rester les bras croisés, sinon on finira par transporter chez nous tous les conflits du monde.

La décision, en septembre 2009, de démanteler cette jungle a heurté quelques associations. Il a fallu envoyer des bulldozers qui ont rasé les bidonvilles, des bûcherons et des nettoyeurs ont redonné à la place une apparence naturelle. Ces centaines de migrants se sont éparpillés dans les bois et dans les forêts des environs, et le problème renaîtra bientôt.

Là encore, il faut prendre le mal à la racine et empêcher ces migrants d'entrer en France. Et surtout, pourchasser les passeurs, où qu'ils soient, impitoyablement. Ils se font de l'argent sur le dos des fuyards qui dépensent toutes leurs économies pour aller vers cet Occident qui peut les sauver de leur misère. C'est tout du moins leur rêve, cet Occident qu'ils voient comme un miroir aux alouettes. Pour l'instant les migrants de Calais sont repartis

dans la clandestinité.

Cette action a été une première étape. Mais elle ne suffira pas, c'est certain.

Si on établit la carte de l'insécurité en France métropolitaine, on voit que le plus fort taux de violence est concentré principalement sur Paris et la région de la Seine-Saint-Denis. Viennent ensuite les Alpes-Maritimes, la Seine-Maritime, le Rhône, avec les Bouches-du-Rhône, puis le Val-d'Oise. Oui, la Seine-Saint-Denis emporte haut la main ce triste palmarès. En résumé, les régions les plus touchées sont Paris et la région parisienne, le Nord, et le Sud-Est. Si on veut avoir la paix, il vaut mieux aller vivre au fin fond de la Creuse. Mais cette boutade ne résout pas le problème qui n'a jamais été aussi grave, aussi préoccupant. Surtout que les statistiques de 2009 vont exploser les données des années précédentes. Et cela sans compter les Antilles où la Guadeloupe est en haut de la courbe, devant la Martinique, avec une population importante de jeunes déboussolés. La crise y est profonde, très enracinée.

Les délinquants sont partout de plus en plus jeunes : quinze ans, quatorze ans, et même plus jeunes encore, mais très violents avec des attaques en nombre. Selon la loi, que peut faire un juge face à ces enfants, qui sont aussi dangereux que des adultes ?

Il y a les violences contre les personnes, mais il y a aussi les violences et dégradations des biens matériels. Les voitures incendiées, par exemple. Pour une ville comme Vitry-le-François, on compte plus d'une centaine de véhicules incendiés par an.

Le bilan annuel est incroyable : plus de quarante mille voitures sont brûlées en moyenne, chaque année, en France ! Et ces ravages ne se font pas seulement dans les grandes villes comme Paris ou Strasbourg, mais également dans les agglomérations de moindre envergure. Nantes par exemple qui a détenu l'année dernière le triste record d'incendies criminels le soir du réveillon. Nice aussi, et même de toutes petites villes comme Châlette-sur-Loing.

Cette mode lamentable de violence et de dégradation est en augmentation depuis dix ans. Elle s'est même étendue aux zones rurales. Le plus stupéfiant, c'est que le ministère de l'Intérieur se gargarise en trouvant que « la situation est assez stable », que les réveillons de fin d'année sont « relativement calmes ». Pourtant, quand on ramène le nombre de voitures incendiées à l'unité quotidienne, le chiffre est d'une centaine de voitures qui brûlent chaque nuit en France.

Quand on sait que ces incendies ont lieu plutôt dans les quartiers populaires, on constate que ce sont les gens modestes qui en sont les victimes, souvent ceux qui ont trimé des années pour pouvoir s'acheter la voiture de leur rêve. C'est scandaleux !

Quand on cherche à comprendre pourquoi, on constate que les familles à faibles revenus ont été entassées dans la périphérie des villes, ou dans des cités où l'on a construit beaucoup plus d'immeubles d'habitations HLM que d'entreprises. Résultat : chômage plus important qu'ailleurs, qui entraîne pauvreté et délinquance. Certains sont courageux, heureusement, et font tout pour s'en sortir, d'autres réussissent même de belles carrières, et deviennent ministres. Mais la majorité se laisse aller à ne rien faire, à vivoter et à préparer la moindre bêtise. Et le

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

*Monsieur le Président de la République,
Mesdames, Messieurs du gouvernement,*

J'ai l'honneur de vous adresser ce courrier.

Le général Bigeard est dans sa 93^e année.

Cet officier exceptionnel, le plus décoré de France, fait l'admiration de bon nombre de Français.

Il fut un soldat au service de la France de la même manière que sœur Emmanuelle ou l'abbé Pierre furent des soldats de Dieu, en témoignent ses citations, ses décorations, les livres écrits à son sujet et par lui-même.

Ses récompenses furent acquises en grande partie suite à ses actions en première ligne, au combat, à la tête de ses hommes dont il est si fier.

Il disait « Chaque fois qu'on me tue un de mes soldats on me vole ce qui m'est le plus cher ».

Je suis l'un de ses anciens appelés, volontaire parachutiste, j'ai effectué mon service militaire au 8^e RPIMa de Castres en 1963-1965, ce régiment durement éprouvé récemment. Je suis fier d'y avoir appartenu car le béret rouge se mérite.

Le général Bigeard est un symbole et un porte-drapeau national des valeurs que nous ne saurions oublier.

Vous qui en avez le pouvoir, Monsieur le Président de la République, Mesdames, Messieurs du gouvernement, n'attendez pas qu'il ne soit plus de ce monde pour le nommer à la dignité

de maréchal de France.

En le nommant, vous rendriez aussi hommage, encore une fois, à tous les combattants de toutes les armes et à tous ceux qui reposent dans les brousses là où la France a envoyé ses fils ; ils seront ainsi moins orphelins, car personne ne vient sur ces tombes sans noms et sans emblèmes.

Le général Bigeard a reçu un jour un drôle de courrier. Celui d'un père dont le fils a été tué sous ses ordres ; celui-ci demandait l'autorisation d'écrire sur la tombe « Soldat de Bigeard ». Ne serait-ce que pour ce garçon mort jeune, permettez à sa famille aujourd'hui de pouvoir graver en dessous « Maréchal de France ».

Ce que vous venez de lire, Monsieur le Président de la République, Mesdames, Messieurs du gouvernement, vous le savez déjà ; j'espère pour lui, pour nos enfants, avoir retenu votre attention et que cette demande deviendra rapidement une réalité.

Bientôt le 11 novembre, Noël, etc.

Aujourd'hui, pour résumer : c'est un deuxième classe qui demande la cerise sur le gâteau pour son général.

Cette demande aurait pu être formulée différemment et beaucoup mieux, je suis un primaire.

Je sais que vous ne m'en tiendrez pas rigueur et que vous saurez lire et interpréter ces lignes comme elles le doivent.

Recevez, Monsieur le Président de la République, Mesdames,

*Messieurs du gouvernement, l'assurance de ma respectueuse
considération.*

P. B.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

		NOTE CHIFFRÉE (1)
<i>Instruction Générale</i>	{ primaire; a toujours été bon élève; suit des cours par correspondance pour développer ses connaissances générales }	7
<i>Rédaction et Orthographe</i>		
<i>Venue</i>	{ très bonne }	8
<i>Conduite</i>	{ très bonne }	8
<i>Intelligence et Initiative</i>	intelligence très ouverte; s'adapte facilement à tous les services et fait montre de beaucoup d'initiative.	7
<i>Activité et Dévouement</i>	{ travaille très rapidement; a la volonté de surmonter les petites difficultés; son dévouement reste exceptionnel. }	9
<i>Convivialité</i>		{ bon mais ferme, obligeant envers ses collègues comme auprès de la clientèle. }
<i>Appréciation sur le travail</i>	très bon élément dont la formation doit être encouragée et poussée. a un très bon rendement au guichet, en travail et en placements.	
<i>Quels sont les services qu'il connaît bien ?</i>	{ Portefeuille et coupons, un peu les titres. }	
<i>A-t-il des aptitudes spéciales ?</i> (Opérations Commerciales, Titres, Services Intérieurs ou Guichet)	est capable, par ses moyens et sa bonne volonté, de réussir dans tous les Services; le contact avec la clientèle lui est agréable et sa méthode y réussit très bien.	
<i>Sait-il les Cours de perfectionnement ?</i>	oui, régulièrement.	
<i>A-t-il une bonne santé ?</i>	très bonne.	

LE SOUS-DIRECTEUR, OU LE CHEF DE BUREAU,
(ou y a lieu)

OBSERVATIONS
Supplémentaire

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE,

(1) - Chiffrer de 0 à 10 l'appréciation pour chaque qualificatif.

NOTATION.

10	hors pair	7-6	bon	3	médiocre
9	excellent	5-4	assez bon	1	très médiocre
8	très bon	3	passable		

Nom et Prénoms (Souligner le prénom) Rigeard Marcel Maurice ag. 20 ans

Etat Civil célibataire Nombre d'enfants _____ (Indiquer l'âge de chacun des enfants)

Adresse 59 St Yome à Joul (M.-et-M.) Nationalité française

Fonctions (Indiquer s'il y a lieu les différents services où vous avez été affecté en 1935) Coupeur - Portefeuille

Avez-vous des connaissances réelles de langues ou idiomes? non

Appointements au 1-1-1935 5100^{fr} au 28-2-1936: 5800

Commissions personnelles perçues en 1935 Frs: 549.40

Allocations diverses perçues en 1935 Justif. Frs: 450

AGENTS DE PROVINCE { En cas de déplacement, quelle région préférez-vous? Appelé au Régiment en octobre 1935
 Accepteriez-vous un poste hors de la Métropole?
 (La réponse à ces deux questions est obligatoire)

Congé annuel en 1935: du 10 au 10 août au 5 au 11 décembre 1935.

HOMMES { Situation Militaire Non appelé
 Grade _____ Classe de mobilisation _____
 Service Militaire à accomplir en 1936 Non appelé en octobre 1936
 N° de la carte du combattant _____

DAMES { Pratiquez-vous la machine à calculer? _____

SIGNATURE DE L'AGENT

Rigeard

S. G. - Mod. 55A, 5600 P - T. 21.706 - 15-2-1936 - N° 40.529

(1) Indiquer suivant le cas: « Non appelé » - « Ajourné » - « Exempté » - « Réformé (.... % d'invalidité) » - « Disponibilité » - « 1^{re} Réserve » - « 2^e Réserve » - « Rayé des cadres ».

Cette page doit être remplie par l'agent, toutefois le Chef de Guichet devra faire vérifier, et rectifier, s'il y a lieu, les indications fournies.

		Note chiffre (1)
Instruction Générale	<i>Bonne</i>	
Rédaction et Orthographe	<i>Rédigé correctement. Bonne orthographe</i>	7
Tenue	<i>Parfaite</i>	9
Conduite	<i>Irreprochable</i>	9
Intelligence et Initiative	<i>Intelligence plutôt vive et faisant preuve d'une certaine</i>	8
Activité et Dévouement	<i>Très actif et très dévoué</i>	9
Caractère	<i>Social et toujours égal</i>	8
Appréciation sur le travail	<i>Bon travail et rapide</i>	
Quels sont les services qu'il connaît bien?	<i>Titres et coupons</i>	
A-t-il des aptitudes spéciales? <small>(Opérations Comptables, Titres, Zettels, etc.)</small>	<i>Oui principalement pour le quichet ou il est ami de la clientèle et on il obtient de bons résultats.</i>	
Suit-il des Cours de perfectionnement?	<i>Oui</i> Lesquels? <i>Cours faits par le Chef de quichet</i>	
A-t-il une bonne santé?	<i>Oui</i>	

LE SOUS-DIRECTEUR, OU LE CHEF DE BUREAU,

Muray

OBSERVATIONS

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE,

Muray

(1) Chiffre de 0 à 10 l'appréciation pour chaque qualificatif.

NOTATION.

10 hors pair	7-6 bon	2 médiocre
9 excellent	5-4 assez bon	1 très médiocre
8 très bon	3 passable	

Nom et Prénoms (Indiquer la situation de famille) Bigéard Marcel Maurice Age 29 ans
 Etat Civil célibataire Nombre d'enfants —
 Adresse Rue de l'abbé Faut & Cie à Toul Nationalité française
 Fonctions (Indiquer s'il y a lieu les différentes fonctions) Titres et Comptes
 Avez-vous des connaissances réelles de langues ou idiomes? non
 Appointements annuels au 1-3-1938 — au 28-2-1939 : 10 760
 Commissions personnelles perçues en 1938 Frs : 20
 Allocations diverses perçues en 1938 Frs : 607
 AGENTS DE PROVINCE { En cas de déplacement, quelle région préféreriez-vous? —
 Accepteriez-vous un poste hors de la Métropole? —
 La réponse à ces deux questions est obligatoire

Congé annuel en 1938 : du — au — 1938.

HOMMES Situation Militaire (1) Libéré
 Grade Sergent Classe de { recrutement 1926
 mobilisation 1926 Pratiquez-vous la
 Service Militaire à accomplir en 1939 Rapporté sous les drapeaux le 22 mars 1929 machine à calculer? non
 N° de la carte du combattant —

SIGNATURE DE L'AGENT.

Bigéard

(1) Indiquer suivant le cas : « Non appelé » — « Ajourné » — « Exempté » — « Réformé avec ... % d'invalidité » — « Déchargé de toutes obligations militaires » — « Requis civil » pour les Non mobilisables ou : « Pourvu d'un fascicule blanc » — « d'un fascicule rose » — « chargé de mission » — « Restant dans ses foyers » — « Classe 1909 » — pour les Mobilisables.

Cette page doit être remplie par l'agent, toutefois le Chef de Guichet devra faire vérifier et rectifier, s'il y a lieu, les indications fournies.

Composition et mise en pages réalisées par
 Sud Compo – 66140 – Canet-en-Roussillon
 024/2009

Éditions du Rocher
 28, rue du Comte-Félix-Gastaldi
 98000 Monaco www.editionsdurocher.fr

Imprimé en France
 Dépôt légal : octobre 2009
 N° d'impression :